



lancer dans la transition énergétique ? Il s'agissait ainsi à travers cette enquête de mieux appréhender la manière dont les dirigeants d'entreprise, acteurs centraux de la transition énergétique, se projettent dans la transition énergétique à venir et imaginent ou non y prendre part.

#### **Que retenir de cette enquête ?**

- **81% des dirigeants d'entreprise estiment que la mise en œuvre d'une politique de transition énergétique est urgente**, dont même 37% très urgente. Ils considèrent que le principal enjeu de cette transition est environnemental (48%), avant d'être économique (22%), politique (20%) ou social (10%). Aux yeux des responsables dans l'industrie, l'enjeu économique prime cependant sur l'enjeu environnemental (50% contre 33%).
- Dans ce cadre, **les énergies renouvelables leur apparaissent à la fois comme les énergies les plus compatibles avec les enjeux de la transition énergétique (95%) et les plus susceptibles d'être un atout pour la compétitivité du pays (88%)**. Ils sont plus ambivalents sur le nucléaire, une courte majorité le jugeant non compatible avec les enjeux de la transition énergétique mais 62% le désignant parmi les types d'énergie constituant un atout pour la compétitivité de la France. Les énergies fossiles mais également les gaz de schiste ne sont considérés ni compatibles avec la transition énergétique ni compétitifs.
- **La grande majorité des dirigeants d'entreprise estime que les entreprises françaises ont un rôle important à jouer dans la transition énergétique (87%, dont 38% très important) mais un rôle toutefois moins décisif que les scientifiques (96%, dont 63%), le Gouvernement (90%, dont 63%) ou que l'Union Européenne (89%, dont 63%)**. Ainsi, les dirigeants d'entreprise estiment que tous les acteurs - européens, nationaux ou locaux ; publics ou privés - devraient être amenés à jouer un rôle important et ne s'exonèrent pas de cet effort collectif.
- Cependant, **seul un sur deux a le sentiment de pouvoir véritablement agir au niveau de son entreprise en faveur de la transition énergétique**, des différences apparaissant selon la fonction, le

sexe et l'âge du dirigeant ou encore la région d'implantation de l'entreprise. Le secteur d'activité influence également sur les réponses, les dirigeants d'entreprise dans les domaines du commerce, des transports et de l'hôtellerie et de l'enseignement, de la santé et du social étant plus susceptibles de se considérer comme tout à fait en mesure d'agir, tandis que ceux travaillant dans la construction sont plus nombreux à considérer qu'ils ne peuvent pas du tout œuvrer en faveur de la transition énergétique.

- Si les dirigeants d'entreprise déclarent être **majoritairement prêts à encourager leurs salariés à adopter des comportements responsables et à installer des outils ou réaliser des travaux pour favoriser les économies d'énergie**, ils sont en revanche moins enthousiastes à l'idée de créer des postes dédiés ou de participer financièrement à des projets locaux de production d'énergie renouvelable. L'idée de payer plus cher des fournitures ou des prestataires économes en énergie ou celle de créer une gamme de produits et services spécifiques plus économes en énergie rencontrent l'opposition franche de 4 dirigeants sur 10, quand les autres répondants se déclarent surtout « plutôt prêts » à le faire.
- **Les dirigeants d'entreprise indiquent être surtout freinés par le manque de moyens financiers et la faiblesse des aides publiques, le principal levier résidant dès lors dans leur développement**, ainsi que dans l'établissement de bons diagnostics et l'amplification de la coopération à l'échelle des territoires.
- **Si l'obstacle financier n'est pas à minimiser, les dirigeants d'entreprise entrevoient les potentiels effets positifs de la transition énergétique non seulement sur l'environnement mais aussi sur l'économie**, en termes d'innovation technologique (88%), de nouveaux marchés (78%), d'attractivité pour les entreprises françaises (69%), et dans une mesure un peu moindre en ce qui concerne l'emploi (54%), la croissance (50%) et la compétitivité (47%). En revanche, **plus de quatre dirigeants d'entreprise sur dix anticipent un impact plutôt négatif sur le coût de l'énergie ainsi que sur le coût des produits et services**.
- Au final, 43% des dirigeants d'entreprise estiment déjà que les bénéfices de la transition énergétique l'emportent sur les désavantages à court terme. **Et à moyen (72%) ou long terme (91%), c'est une très large majorité d'entre eux qui se projette dans un scénario positif.**

- **39% des dirigeants d'entreprise considèrent d'ailleurs que leur entreprise a plus à gagner qu'à perdre dans la transition énergétique**, quand 40% pensent que cela n'aura pas d'incidence pour eux ayant autant à y gagner qu'à y perdre, alors que 18% craignent d'avoir plus à y perdre qu'à y gagner (36% dans la construction).
- Dans le détail, **l'appréhension des enjeux de la transition, de ses répercussions et de ses marges de manœuvre peuvent quelque peu différer, principalement en fonction du secteur d'activité de l'entreprise**. Ainsi, les dirigeants de l'industrie sont parmi les plus nombreux à souligner l'enjeu économique de la transition et parmi les moins nombreux à penser que les entreprises ont un rôle important à jouer. Ils figurent pourtant en « bonne place » parmi ceux prêts à faire des efforts en ce sens, signe qu'entre les postures de principe et les comportements, une latitude peut exister. Quant aux dirigeants dans le secteur de la construction, ils sont plus nombreux à craindre d'être perdants de la transition énergétique, mais déclarent pour autant également être prêts à faire des efforts. Tous s'accordent pour reconnaître le caractère urgent de cette transition et pour en voir les bénéfices à long terme.

*Dans le détail*

## Partie 1 : Perception de l'importance de la transition énergétique, de ses objectifs et de ses enjeux

**La transition énergétique : une urgence avant tout environnementale... mais également économique, surtout pour les industriels**

**81% des dirigeants d'entreprise estiment urgente la mise en œuvre d'une politique de transition énergétique**, et même 37% la considèrent comme très urgente. Ainsi, les leaders économiques français sont quasiment aussi nombreux que les citoyens (85%, dont 40% très urgente) à percevoir l'urgence d'une telle politique. Certes, les responsables RSE ou HQE interrogés sont plus nombreux à insister sur cet impératif que les PDG, DG ou DGA (91% contre 75%), mais tous s'accordent majoritairement sur la nécessité de mener rapidement cette transition. Notons également que les dirigeantes de sexe féminin en sont plus convaincues que les hommes (90% contre 75%) et les dirigeants dans le secteur de l'information et de la communication davantage que ceux dans le secteur de l'industrie (93% contre 71%).

**Invités à désigner le principal enjeu de la transition énergétique à leurs yeux, les dirigeants d'entreprise, tout comme les Français, estiment que celui-ci est environnemental : « il s'agit de protéger l'environnement, tenir compte des limites des ressources et lutter contre le changement climatique »** (48% pour 46% des Français). Ils sont moins nombreux à placer en première position **l'enjeu économique : « il s'agit de relancer la croissance et l'emploi, et d'améliorer la compétitivité des entreprises »** (22% pour 16% des Français). Cette proportion assez restreinte démontre peut-être en creux leur difficulté d'appréhension de l'impact économique d'une telle transition. Si nombreux sont ceux qui citent spontanément le terme « économie » lorsqu'on les invite à s'exprimer librement sur la transition énergétique, c'est essentiellement pour mentionner les économies d'énergie et non pas une relance économique potentielle. Notons toutefois que de fortes différences apparaissent selon le secteur d'activité du répondant : ainsi, 50% des dirigeants d'entreprise dans l'industrie estiment que l'enjeu premier de la transition énergétique est économique, contre seulement 20% dans le commerce, les transports et la restauration, 18% dans la construction ou 11% dans les activités financières et d'assurance.

Viennent ensuite **l'enjeu politique et géopolitique** : « **il s'agit d'assurer l'indépendance et le rayonnement du pays en matière énergétique, et de prévenir les instabilités et conflits liés à la dépendance énergétique** » (20% pour 21% des Français), et en dernière position, **l'enjeu social** : « **il s'agit de permettre à tous l'accès à l'énergie à un prix stable et correct, sans risque pour la santé** » (10% pour 17% des Français). Notons que l'enjeu politique et géopolitique est davantage perçu par les dirigeants d'entreprise qui réalisent au moins 50% de leur chiffre d'affaires à l'international (47%) et les dirigeants franciliens (26%), tandis que l'enjeu social est davantage mis en avant par les dirigeants d'entreprise du Nord-Est de la France (22%) et ceux qui travaillent dans le commerce, les transports et l'hôtellerie (18%).

**Les énergies renouvelables constituent aux yeux des dirigeants d'entreprise non seulement les énergies les plus compatibles avec la transition mais aussi les plus susceptibles d'accroître la compétitivité des entreprises françaises**

**Seules les énergies renouvelables sont en majorité perçues compatibles avec la transition énergétique par les dirigeants d'entreprise.** En effet, 95% estiment qu'elles sont compatibles, et même 51% tout à fait compatibles avec les enjeux de cette transition. Ce chiffre est comparable avec celui relevé au sein du Grand Public. **Notons également que 88% des dirigeants d'entreprise interrogés citent les énergies renouvelables parmi les types d'énergie les plus susceptibles d'être un atout pour la compétitivité de la France, dont même 69% en premier lieu.** Dans le détail, on observe que les responsables RSE ou HQE, les femmes et les dirigeants du Sud-Ouest figurent parmi les plus nombreux à porter ce regard positif sur les énergies renouvelables, même s'il est majoritairement partagé par tous.

En revanche, les dirigeants d'entreprise dans leur ensemble se montrent légèrement plus critiques envers le nucléaire que les Français. Seuls **48% considèrent que cette énergie est compatible avec leur vision de la transition énergétique, dont 11% tout à fait**, contre respectivement 52% et 18% des Français. Cependant, **62% citent le nucléaire parmi les deux types d'énergie les plus susceptibles d'accroître la compétitivité des entreprises françaises, dont même 23% en première position.** Certains dirigeants d'entreprise entretiennent donc une forme d'ambiguïté envers le nucléaire, soupçonné de ne pas être parfaitement compatible avec les enjeux de la transition énergétique mais plutôt compétitif. Constatons que 68% des personnes occupant un poste lié à l'environnement en entreprise (responsables RSE, HQE, etc.) considèrent le nucléaire compatible avec

la transition énergétique et que 73% des PDG, DG et DGA citent cette énergie comme atout pour la compétitivité de notre pays.

**Un quart des dirigeants d'entreprise estime également que les énergies fossiles sont compatibles avec les enjeux de la transition énergétique qu'ils jugent important (25% contre 34% des Français) et autant les citent parmi les types d'énergie les plus susceptibles d'être un atout pour la compétitivité de la France (26%, dont 4% en première position).** Les dirigeants d'entreprise dans le commerce, les transports et l'hôtellerie sont plus nombreux à défendre non seulement leur compatibilité avec la transition énergétique (33%) et leur compétitivité (36%). Enfin, **23% jugent compatibles les gaz de schiste avec la transition énergétique.** Une nouvelle fois, l'on constate que les dirigeants d'entreprise portent un regard plus critique que les Français (30%). Et **18% seulement y voient une énergie susceptible d'être un atout pour notre compétitivité.** Cette proportion monte à 20% parmi les PDG, DG et DGA, 23% parmi les hommes, 26% parmi les dirigeants de 50 ans et plus, et surtout 32% parmi les dirigeants dans l'industrie et 37% parmi ceux qui réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires en dehors de la France.

## Partie 2 : Rôle des différents acteurs et implication personnelle dans la transition énergétique

**Les dirigeants d'entreprise estiment que toutes les entreprises ont un rôle à jouer dans la transition énergétique, mais moins important que celui des pouvoirs publics**

Plus de neuf dirigeants d'entreprise sur dix estiment que **les scientifiques** (96%, dont 63% « très important »), **les entreprises spécialisées dans l'énergie** (93%, dont 61%) et **le Gouvernement** (90%, dont 63%) se doivent de jouer un rôle important dans la transition énergétique. Ces trois catégories d'acteurs sont désignées comme des acteurs majeurs de la transition énergétique par toutes les catégories de dirigeants. Ces derniers sont presque aussi nombreux à considérer que **l'Union Européenne** doit de manière importante contribuer à la transition énergétique (89%, dont 63%). Notons que les dirigeants d'entreprise de 40 à 49 ans et ceux situés en Ile-de-France sont plus nombreux à vouloir voir l'Europe jouer un rôle important (respectivement 98% et 98%) tandis

que les dirigeants des entreprises réalisant au moins la moitié de leur chiffre d'affaires à l'international sont un peu moins nombreux à souhaiter une importante implication de l'Union Européenne (79%).

C'est donc avant tout à un niveau national ou européen que les dirigeants d'entreprise placent la responsabilité de la transition énergétique. Néanmoins, **les collectivités locales ne doivent pas selon eux être déresponsabilisées**, puisque 87% estiment que les Régions doivent jouer un rôle important, 84% étant du même avis concernant les intercommunalités et les communes et 80% concernant les Départements. Toutefois, ils ne sont environ que quatre sur dix à leur attribuer un rôle très important contre plus de six sur dix pour le Gouvernement et l'Union Européenne. Leur rôle est particulièrement souligné par les entreprises n'ayant pas de chiffre d'affaires.

**Comme les Français, les dirigeants d'entreprise en appellent avant tout à la mobilisation des pouvoirs publics. Ils ne sous-estiment pas pour autant le rôle des citoyens** (88% considèrent qu'ils doivent jouer un rôle important, dont 51% très important), **ou leur propre rôle : 87% estiment que les entreprises dans leur ensemble doivent jouer un rôle important dans la transition énergétique, dont 38% très important.** Dans le détail, on constate que les dirigeants d'entreprise dans les secteurs du commerce, des transports et de l'hôtellerie (93%) et des activités immobilières (95%) ont davantage le sentiment que les entreprises ont un rôle important à jouer que ceux exerçant dans le secteur industriel (74%) ou celui des activités scientifiques et techniques (80%). De même, les grandes entreprises apparaissent davantage convaincues du rôle crucial de l'ensemble des entreprises (98% des dirigeants d'une entreprise comptant plus de 500 salariés, 97% pour ceux d'une entreprise entre 200 et 499 salariés). Enfin, les dirigeants du Nord de la France (92% dans le Nord-Ouest et 97% dans le Nord-Est) sont plus nombreux à souligner ce rôle important que les dirigeants du Sud (81% dans le Sud-Est et 72% dans le Sud-Ouest).

Les dirigeants d'entreprise mentionnent également le rôle important devant être joué selon eux par **les médias** (84%, dont 46%) et, en dernier lieu, **les associations et ONG** (70%, dont 27%).

Ainsi, **les dirigeants d'entreprise accordent un rôle important à tous les acteurs, appelant une forte mobilisation commune et ne s'exonérant pas de cet effort collectif.**

## Les dirigeants d'entreprise sont pourtant très divisés sur leur propre capacité d'action, seul un sur deux ayant le sentiment de pouvoir agir à son niveau en faveur de la transition énergétique

Si une large majorité acquiesce à l'idée que les entreprises ont un rôle important à jouer dans la transition énergétique, les dirigeants sont très partagés sur leurs propres marges de manœuvre. Ainsi, **50% ont le sentiment de pouvoir agir en tant que responsable en entreprise en faveur de la transition énergétique, dont 18% tout à fait**, tandis que 50% estiment ne pas être en capacité d'œuvrer en faveur de cette transition, dont 19% pas du tout. Ces proportions apparaissent relativement similaires à celles relevées parmi les Français, 53% d'entre eux se sentant en mesure d'agir en faveur de la transition énergétique, mais seulement 10% tout à fait. Dans le détail, **les responsables RSE (80%), mais aussi dans une moindre mesure les hommes (55%), les dirigeants âgés de 50 ans ou plus (56%), ceux du Nord-Ouest (56%) ou du Sud-Ouest (60%) ainsi que ceux ne réalisant pas de chiffre d'affaires à l'étranger (52%) sont un peu plus nombreux que la moyenne à se sentir en capacité d'agir**, tandis que les PDG, DG, DGA (47%), les femmes (40%), les dirigeants de 40 à 49 ans (43%), ceux du Nord-Est (34%) et surtout ceux réalisant plus de la moitié de leur chiffre d'affaires à l'international (16%) se sentent moins aptes à agir en faveur de la transition énergétique. En termes de secteur, notons que les dirigeants d'entreprise dans les domaines du commerce, des transports et de l'hôtellerie (21%) et dans le domaines de l'enseignement, de la santé et du social (29%) sont plus susceptibles de se considérer comme tout à fait en mesure d'agir, tandis que 28% de ceux travaillant dans la construction considèrent qu'ils ne peuvent pas du tout œuvrer en faveur de la transition énergétique. C'est pourtant dans le domaine du bâti que de nombreuses mesures sont susceptibles d'être prises pour accélérer cette transition.

## Si les dirigeants d'entreprise sont prêts à encourager leurs salariés à adopter des comportements responsables et à réaliser des travaux pour favoriser les économies d'énergie, ils sont en revanche moins enthousiastes à l'idée de créer des postes dédiés ou de participer financièrement à des projets locaux de production d'énergie renouvelable

**La quasi-totalité des dirigeants d'entreprise (97%) se déclarent prêts à promouvoir les comportements quotidiens favorisant les économies d'énergie auprès de leurs salariés** (baisser le chauffage, éteindre les lumières inutiles et les appareils électroniques au lieu de les mettre en veille, etc.). Près d'un sur deux indique même déjà le faire à l'heure actuelle (46%). Les jeunes dirigeants en poste depuis moins de deux ans (61%), les dirigeants du Sud-Est (53%) et assez logiquement ceux qui pensent avoir plus à gagner qu'à perdre lors de la transition énergétique (56%) sont plus nombreux à déclarer avoir déjà entrepris de promouvoir de tels

comportements. Plus des trois-quarts (79%) indiquent également être prêts à **installer dans leur entreprise des outils de contrôle de leur consommation énergétique** comme des thermostats, des détecteurs de mouvement, des appareils de programmation du chauffage, dont même 36% qui mentionnent l'avoir fait, 13% tout à fait prêts à le faire et 30% plutôt prêts. La proportion de dirigeants ayant déjà installé de tels outils ou prêts à le faire est plus importante parmi les responsables RSE (96%), les dirigeants les plus âgés (86%), ceux de l'industrie (94%), de l'enseignement, de la santé ou du social (100%) et ceux des entreprises de 50 à 499 salariés (93%).

Plus de sept sur dix se disent également prêts à **adopter un contrat de maintenance de leurs installations énergétiques pour améliorer leurs performances** (74%, dont 27% indiquant l'avoir déjà fait), ou à **réaliser des travaux d'isolation des bâtiments de leur entreprise** (71%, dont 33% indiquant l'avoir déjà fait). Ils sont un peu moins nombreux mais toujours une majorité à se dire prêts à **changer leurs modes d'approvisionnement en énergie pour des énergies moins polluantes** (68%, mais seulement 10% indiquant avoir déjà franchi le pas), ou encore à **réaliser un audit énergétique de leur entreprise** (65%, dont 20% indiquant l'avoir déjà fait). 61% indiquent également être prêts à **prendre des engagements chiffrés de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre**, mais cet investissement est plus potentiel que réel puisque si 34% se disent plutôt prêts à le faire, ils ne sont que 10% à l'avoir déjà fait ou 17% à y être tout à fait prêts. Sur l'ensemble de ces comportements, les personnes qui occupent dans l'entreprise un poste en lien avec l'environnement se montrent beaucoup plus volontaires (+13 à +30 points par rapport à la moyenne, sauf pour les travaux d'isolation). Notons que les dirigeants d'entreprise dans l'industrie sont plus nombreux que la moyenne à se dire prêts à réaliser des travaux d'isolation (87%) ou à adopter un contrat de maintenance de leurs installations électriques (91%) mais moins à changer leurs modes d'approvisionnement (55%). Quant à ceux travaillant dans le domaine de la construction, qui avaient plutôt tendance à se sentir peu en mesure d'agir, ils font pourtant parti des plus nombreux à avoir déjà réalisé un audit énergétique (27%, +7 points par rapport à la moyenne), à avoir pris des engagements chiffrés (19%, +9 points) ou à avoir réalisé des travaux d'isolation (44%, +11 points).

**En termes de déplacements, 62% des dirigeants se disent prêts à faire des efforts**, en développant les moyens de communication à distance ou en mettant en place un plan de déplacement des salariés. 22% indiquent même avoir déjà adopté de telles mesures. Les dirigeants dans les secteurs de l'information et de la communication (85%, dont 30%), de l'industrie (81%, dont 36%) ou encore de la construction (72%, dont 32%) ont davantage agi ou sont davantage prêts à le faire que la moyenne, contrairement à ceux travaillant dans le secteur du commerce, des transports et de l'hôtellerie (50%, dont 13%). Les dirigeants de PME sont également moins avancés sur ce point, contrairement à ceux des plus grandes entreprises (87%, dont 59%).

L'idée de **développer une gamme de produits ou services spécifiques plus économes en énergie** peut séduire six dirigeants d'entreprise sur dix, 16% indiquant l'avoir déjà fait et 15% mentionnant être tout à fait volontaires. C'est dans le secteur de l'industrie (74%) ou celui de la construction (80%) que cela a le plus de chances de voir le jour.

La perspective de **payer plus cher des fournitures ou des prestataires économes en énergie** rebute quatre dirigeants sur dix, quand 14% indiquent déjà le faire et 45% être prêts à le faire, mais seulement 11% tout à fait. De même, quatre dirigeants sur dix n'envisagent pas d'**investir pour produire au niveau de l'entreprise tout ou partie de leur énergie grâce à des énergies renouvelables**, quand 57% le font déjà ou sont prêts à le faire. Ces deux comportements sont plus susceptibles d'être adoptés par les patrons les plus jeunes (respectivement 64% et 60% des dirigeants d'entreprise de moins de 40 ans) et ceux dont l'entreprise se situe dans le Sud-Est (respectivement 68% et 63%).

En revanche, le fait de **participer directement au financement de projets locaux de production d'énergie renouvelable** (40%) ou encore **de créer des postes spécifiques dédiés dans l'entreprise** sur ces questions comme un référent énergie (27%) n'est envisagé que par une minorité de dirigeants d'entreprise. Sur ce dernier point, les dirigeants dans la construction se distinguent une nouvelle fois positivement (40%, dont 18% indiquant l'avoir déjà fait).

De manière transversale, notons également que **les dirigeants de sexe masculin se déclarent le plus souvent davantage prêts que les dirigeantes à prendre l'ensemble des mesures**. Les plus jeunes responsables d'entreprises indiquent davantage être disposés à adopter un contrat de maintenance de leurs installations énergétiques, réduire les déplacements, payer plus cher des fournitures plus économes et investir pour produire sa propre énergie alors que les plus âgés citent plus que la moyenne l'installation d'outils de contrôle de la consommation, la réalisation de travaux d'isolation, le financement de projets locaux et la création de postes spécifiques.

**Les dirigeants d'entreprise indiquent être surtout freinés par le manque de moyens financiers et la faiblesse des aides publiques, le principal levier résidant dès lors dans leur développement, ainsi que dans l'établissement de bons diagnostics et l'amplification de la coopération**

**Amenés à désigner les principaux freins qui pourraient les empêcher de mener à bien la transition énergétique au sein de leur entreprise, les dirigeants mentionnent avant tout des limites financières** : en effet, 76% regrettent un manque de moyens financiers. Il s'agit ainsi du frein le plus fréquemment mis en avant par toutes les catégories de répondants. La deuxième raison la plus citée réside dans leur perception d'une absence ou faiblesse des aides publiques (39%, et même 44% des PDG, DG et DGA et 58% de ceux exerçant dans une entreprise réalisant de 5 à 20 millions de chiffre d'affaires). Vient ensuite le manque de solutions techniques ou d'offres alternatives à leur énergie actuelle (23%). Cette limite est surtout mise en avant par les dirigeants du Sud-Est (29%) et ceux qui réalisent plus de 50% de leur chiffre d'affaires à l'international (57%).

Moins d'un sur cinq mentionne ensuite **l'absence d'information, excuse souvent mobilisée pour justifier l'inaction**, (17% ; 21% des femmes et des dirigeants de 40 à 49 ans et 38% dans le secteur de l'enseignement, de la santé et du social), **le manque de compétences techniques mobilisables en interne** (16%). Ce dernier point est davantage dénoncé par les responsables RSE (26%) et les dirigeants de l'industrie (29%). Les autres raisons proposées sont très peu mises en avant : la baisse de compétitivité de leurs produits ou services (10%), l'absence de volonté ou les réticences des clients (7%) ou des salariés (6%), le manque de compétences sur les montages financiers (7%) ou de compétences juridiques (5%).

Par conséquent, face aux difficultés financières et à la crise à laquelle se heurte la transition énergétique en entreprise, **les dirigeants d'entreprise estiment qu'il faudrait en priorité mettre en place des aides publiques, des financements spécifiques ou des exonérations de charges (68%) pour faciliter la transition énergétique au niveau de leur entreprise**. Les autres solutions apparaissent moins efficaces : 28% déclarent ensuite qu'il faudrait établir un diagnostic précis du fonctionnement et des besoins énergétiques de leur entreprise (31% chez PDG, DG ou DGA, 35% chez les dirigeantes et 38% dans le commerce, les transports et l'hôtellerie).

**25% privilégient la coopération avec le territoire et les collectivités locales, et 18% avec d'autres professionnels et des entreprises pionnières sur le sujet**. Le premier point est particulièrement jugé bénéfique par les responsables RSE (45%) et les dirigeants dans la construction (43%) tandis que le second est plus mis en avant que la moyenne également par les responsables RSE (42%) mais plutôt par les dirigeants dans l'industrie

(56%). Un sur cinq mentionne également parmi les principaux leviers **l'organisation de formations au développement durable pour les salariés** (47% des patrons ayant le moins d'ancienneté et 32% des Franciliens ainsi que 24% dans les plus grandes entreprises).

14% estiment qu'il faudrait en priorité **adopter des objectifs chiffrés et mesurés de réduction des pollutions**, 14% qu'il faudrait **pouvoir bénéficier d'une expertise de la chaîne de financement de la recherche et développement en faveur de la transition énergétique**, 10% **mettre en place un soutien spécifique à la recherche de nouvelles technologies en faveur de la transition énergétique** et seulement 2% **recruter des personnes spécifiques**, mettre en place des postes dédiés en charge de cette question. Ce dernier chiffre illustre de nouveau la frilosité des dirigeants sur la question de recrutements fléchés pour l'accompagnement de la transition énergétique.

### Partie 3 : Anticipation de l'impact de la transition énergétique sur l'économie et la compétitivité

**Une anticipation plutôt positive des effets de la transition énergétique sur l'environnement et, de manière un peu moins marquée, sur l'économie**

**Les dirigeants d'entreprise anticipent en grande majorité un impact positif de la transition énergétique sur les pollutions et risques environnementaux (85%), la préservation des ressources (84%) et la lutte contre le réchauffement climatique (76%).** Cet impact positif sur l'environnement est davantage imaginé par les femmes et les représentants du commerce, des transports et de l'hôtellerie, mais tous s'accordent majoritairement pour dire que la transition énergétique, si elle est bien menée, devra permettre de faire face au principal enjeu environnemental.

Qu'en est-il du défi économique ? **88% estiment que la transition énergétique devrait avoir un impact plutôt positif sur l'innovation technologique.** Delphine Batho, la Ministre en charge de ce dossier, a récemment appelé à une vague d'innovations des technologies de l'énergie et de l'environnement, après la vague d'innovations électronique et celle de la révolution numérique. Les dirigeants d'entreprise semblent se ranger à ce scénario, toutes catégories confondues, bien que de manière un peu moins marquée parmi les secteurs du commerce,

des transports et de l'hôtellerie (79%). **78% estiment également que la transition devrait amener l'ouverture de nouveaux marchés**, cette perspective étant surtout entraperçue par les plus jeunes (81%) et les dirigeants d'entreprises réalisant moins d'un million de chiffre d'affaires (82%). **Environ un sur deux se projette également dans des conséquences plutôt positives sur la croissance et le développement des entreprises** (50% contre 11% négatif) **ainsi que sur la compétitivité des entreprises françaises au niveau mondial** (47% contre 18% négatif). Dans le détail, on remarque que ce sont surtout les femmes, les dirigeants les plus âgés ainsi que ceux ayant avant tout souligné l'enjeu économique qui sont les plus nombreux à penser que la transition énergétique devrait avoir des retombées positives en termes de croissance et de compétitivité.

Concernant le poste de dépenses consacré à l'énergie en entreprise, **une majorité des dirigeants estime que la transition devrait influencer positivement sur l'efficacité énergétique et la réduction de la consommation d'énergie en entreprise** (70%) **ainsi que sur la capacité des entreprises à mieux prévoir les coûts de l'énergie** (57%). Les responsables RSE interrogés en sont particulièrement persuadés (respectivement 90% et 72%). **En revanche, plus de quatre dirigeants d'entreprise sur dix anticipent un impact plutôt négatif sur le coût de l'énergie** (43% contre 39% positif) **ainsi que sur le coût des produits et services** (45% contre 30% positif).

En termes de ressources humaines, **54% des dirigeants d'entreprise estiment que la transition énergétique devrait avoir un impact plutôt positif en terme de création d'emplois** (contre 6% négatif et 40% nul), **et autant que cela devrait tirer vers le haut la motivation et la fierté d'appartenance des salariés**. C'est en Ile-de-France (62%) et dans le Nord-Ouest (66%) que les créations d'emplois sont le plus espérées. **Près des deux-tiers (65%) estiment même que cela devrait influencer de manière positive sur la formation et la qualification des salariés quand 80% estiment que cela amènera une adaptation positive à de nouveaux métiers**. Notons que les dirigeants d'entreprises ayant déclaré avoir le sentiment de pouvoir agir en faveur de la transition énergétique sont en général plus nombreux à anticiper tous ces effets positifs.

**De plus, plus des deux-tiers des responsables interrogés envisagent des répercussions positives sur l'attractivité des entreprises françaises (69%) et l'attractivité de leurs produits et services (68%) quand plus d'un sur deux (56%) considèrent également que cela pourrait rehausser l'attractivité du territoire français pour les entreprises étrangères**. Enfin, 62% considèrent que la transition énergétique devrait même améliorer la qualité des produits et services. Sur ce point, ce sont les dirigeants de petites sociétés qui voient le plus les entreprises françaises tirer ainsi leur épingle du jeu, ainsi que ceux travaillant dans le Sud-Ouest.

## Des propositions de financement plutôt bien accueillies

Interrogés sur différents modes de financement envisagés pour la transition énergétique, **les dirigeants d'entreprise se montrent quasi unanimement favorables au fait d'inciter le secteur bancaire à soutenir et financer des projets favorables à la transition énergétique (91%), à la réduction de la TVA à 5% pour les travaux d'efficacité énergétique (90%) et à la mise en place de crédits d'impôts pour favoriser les actions en faveur de la transition énergétique (90%).** Alors que cette proposition aurait pu davantage faire débat, **86% des dirigeants d'entreprises se déclarent également favorables au conditionnement des aides publiques à une orientation en faveur de la transition énergétique.** Deux-tiers d'entre eux (65%) indiquent être favorables à la mise en place d'un fonds public ou d'une banque publique spécialisée du type « Banque de la Transition Énergétique » (contre 32% opposé) quand 59% sont d'accord pour utiliser les recettes de la mise aux enchères des quotas de CO<sup>2</sup> ou l'écotaxe sur les véhicules poids lourds pour financer la transition énergétique. Cette dernière mesure est moins appréciée chez les dirigeants d'entreprise dans le commerce, les transports et l'hôtellerie (44%).

## Des bénéfices qui l'emportent sur les désavantages dès le moyen terme

**A court terme, une majorité – 56% – des dirigeants d'entreprise estime que les désavantages de la transition énergétique l'emportent sur les bénéfices.** 43% considèrent déjà que le ratio bénéfices / désavantages peut s'avérer positif à court terme, ce qui est nettement plus qu'au sein du Grand Public (19%). **Et à moyen terme, ils sont déjà 72% à considérer que les bénéfices justifient et l'emportent sur les efforts à fournir, contre seulement 49% des citoyens. A long terme, ce sont 91% d'entre eux qui voient les bénéfices prendre le dessus, contre 83% des Français.**

Si à court terme, ce sont les PDG, DG et DGA qui se montrent les plus optimistes, à moyen et à long terme, ce sont les responsables RSE qui sont les plus nombreux à imaginer les bénéfices l'emporter sur les désavantages. Ces derniers sont peut-être plus conscients des efforts à fournir à court terme et des gains à en retirer par la suite. Notons également que les dirigeants dans l'industrie, dans l'enseignement, le social et la santé sont parmi les plus nombreux à considérer que les bénéfices supplantent les désavantages, et ce à toutes les échelles temporelles, tout comme les dirigeants des petites entreprises, ne réalisant peu ou pas de chiffre d'affaires à l'international.

